

Publié le 17 juin 2021

Vers un rebond significatif de l'activité économique en 2021 selon la Banque de France

La Fédération des élus des Entreprises publiques locales (FedEpl) continue de suivre les travaux des institutions publiques et privées sur l'évolution de l'activité économique afin d'accompagner au mieux les situations vécues par les Sociétés d'économie mixte (Sem), les Sociétés publiques locales (Spl) et les Sociétés d'économie mixte à opération unique (SemOp).



Après un premier trimestre contrarié, les **dernières publications de la Banque de France** font état d'une reprise nette de l'activité économique ces derniers mois aboutissant à une croissance significative du PIB au cours de l'année 2021. Les difficultés liées à la levée progressive des dispositifs d'accompagnement des entreprises devraient être marginales et limitées à certaines branches.

Le retour progressif de l'activité dans toutes les branches de l'économie française

L'allègement progressif des mesures de restrictions sanitaires, avec l'autorisation des déplacements interrégionaux et la réouverture des collèges et lycées le 3 mai, puis la réouverture partielle des commerces, de la restauration, des musées, théâtres et activités sportives et le relèvement du couvre-feu à 21h le 19 mai, a **desserré la pression l'activité économique**. Sur l'ensemble du mois de mai, **l'activité progresse dans l'ensemble des branches**, de l'industrie à la construction en passant par les services marchands. Dans ce domaine, les améliorations sont particulièrement sensibles s'agissant des activités de loisirs et de services à la personne – dans lesquelles de nombreuses Epl sont positionnées –, ainsi que les **domaines les plus sinistrés comme la location (matériel, automobile, etc.)**, l'hébergement et la restauration. Elles annoncent une saison touristique estivale prometteuse sous réserve de la continuité de la situation sur le plan sanitaire.

Vers une augmentation de 5,75 % du PIB en moyenne annuelle en 2021

La reprise de l'activité économique, après une année 2020 morose et un début d'année 2021 contrarié au rythme de l'évolution de la pandémie de Covid-19, augure un **rattrapage substantiel au cours du second semestre**. Selon la **Banque de France**, la persistance d'un environnement international et financier favorable et la bonne tenue de la consommation des ménages devraient permettre au Produit intérieur brut (PIB) de progresser de 5,75 % en moyenne annuelle. **La France se situerait ainsi à un niveau nettement au-dessus de la moyenne enregistrée dans l'ensemble de la zone euro (+ 4,6 %)**. Le niveau d'activité mesuré avant le déclenchement de la crise sanitaire serait atteint et dépassé au début de l'année 2022, au cours de laquelle serait enregistrée une croissance du PIB de 4 %. L'exercice 2023 marquerait une normalisation de l'activité économique, avec une hausse de l'indicateur de 2 %.

6 % à 7 % des entreprises en difficulté lors de la levée des mesures de soutien

Dans un [billet](#) daté du 11 juin 2021, la **Banque de France s'est aussi attachée à mesurer l'impact** du ralentissement de l'activité économique sur la situation financière des entreprises à partir de **205 392 bilans et comptes de résultats arrêtés entre le 30 juin 2020 et la fin du mois de mai 2021**. Certes au prix d'une hausse de l'endettement de 224 milliards d'euros, la trésorerie des entreprises étudiées dans cette perspective a été préservée et a même progressé de 215 milliards d'euros. Elle témoigne d'une **situation économique globalement rassurante**. Dans le détail, il convient toutefois de souligner que 14 % des sociétés ont subi simultanément une hausse de leur endettement et une baisse de leur trésorerie. Après avoir écarté celles dont les états financiers restent satisfaisants, il semble que la moitié d'entre elles – soit 6 à 7 % de l'ensemble des entreprises – devraient se retrouver en difficulté au moment où les dispositifs de soutien à l'activité économique vont cesser.

[En savoir +](#)